

A/S : Première réunion du groupe « fondamentaux 2017 »

Nous avons réuni pour une première discussion le groupe dont nous vous avons parlé avec Stéphane Rozès.

- Il part d'une philosophie commune des participants : une grande confiance dans ce qui fait la France, et en l'intelligence collective de sa société.

C'est ce que reflète la vitalité des initiatives sur le terrain, même si elles se construisent souvent en dehors, sinon contre, le cadre politique. Car les Français se défient du terrain politique, savent que les dirigeants n'ont pas le pouvoir auquel ils prétendent. Mais ils n'ont pas renoncé à s'engager. Tout candidat doit s'appuyer sur cette vitalité sociale et faire confiance aux Français et à leur génie. Quant au Président, il devient le Président de leurs énergies, de leurs générosités, de leurs engagements. C'est en ce sens que le pays lui-même fait la présidentielle.

Mais il faut aussi répondre aux doutes et dépasser les murs qui la bloquent : de très grandes difficultés à se projeter *collectivement* dans l'avenir. Une dépression due aux désajustements produits par ce manque de cadre (qui finissent parfois en déchirement). Un sentiment général d'accélération (de la vie, des choix à faire, de l'évolution du monde, des tensions de la société, ...) qui fait peur même si chacun sait que cela ne s'arrêtera pas. D'autres mots enfin qui inquiètent, surtout dans les milieux les plus modestes : numérisation, uberisation, robotisation, intelligence artificielle, transhumanisme : qu'y suis-je et qu'est-ce que je deviens dans ce monde qui se profile ?

Tout cela renforce encore le besoin de repères et de perspectives. Ou bien, à défaut de les trouver, nourrit les angoisses, les doutes, et provoque la crispation, le repli, l'enfermement, personnel ou national.

- Le groupe part également d'une conviction : ce sont ces enjeux, quel que soit le sens dans lequel ils se noueront, qui feront l'élection.

L'économie, même si elle va mieux, ne fait pas l'élection. Les fondamentaux d'un pays et d'un peuple ne se réduisent pas à elle. Un citoyen n'est pas qu'un producteur et un consommateur. Il a un imaginaire qui détermine son vote. Ainsi aux yeux des Français leur pays n'est pas une puissance moyenne. Elle a une force symbolique et un rôle particulier dans le monde. Voilà aussi pourquoi nos concitoyens en veulent aux élites quand celles-ci contribuent au dénigrement de la France.

De ce fait la courbe du chômage ne peut pas être le seul critère d'une candidature. Il faut donc commencer à caractériser les éléments qui amènent le Président à solliciter un nouveau mandat.

- Il ne s'agira pas de prétendre réformer la France contre ce qu'elle est. Longtemps réforme a signifié progrès et annonçait du mieux. Aujourd'hui cela inquiète, comme si réformer, insuffisamment mis en perspective, amenait renoncer à ce que l'on est, et comme si résister à une réforme était nécessairement archaïque et franchouillard.

Il faudra à l'inverse trouver à accompagner l'intelligence sociale du pays en lui permettant de se projeter à nouveau dans l'espace, dans le temps ou dans un projet politique.

Il s'agira donc de définir un *projet* plutôt qu'un *programme*.

Il sera également davantage nécessaire de s'appuyer sur une *expérience* que sur un *bilan*.

- C'est autour de ces notions que pourrait se justifier une candidature. La réponse à la question : « que le Président/candidat a-t-il à dire aux Français ? » pourrait commencer de la façon suivante : j'ai acquis de l'expérience (c'est la meilleure façon de parler du bilan : ce n'est pas au titre des *politiques* conduites mais bien de l'*expérience* de ce que recèle le pays que l'on peut bâtir un projet et vouloir l'accompagner) ; j'ai fait des erreurs et voici lesquelles ; je n'ai pas pu réaliser tous mes engagements et voici pourquoi ; je suis fier de tout ce que j'ai accompli pour la France qui restera dans l'histoire et pour les Français qui restera dans leur vie ; je souhaite poursuivre ensemble avec cette vision de la France pour l'avenir et dans l'Europe...

J'ai regardé les titres des documents des 4 Présidents qui se sont représentés (sauf De Gaulle qui est le document à lui seul... !). Giscard en 81 : « *L'Etat de la France* ». Mitterrand en 1988 : « *Lettre à tous les Français* ». Chirac en 2002 : « *Mon engagement pour la France* ». Sarkozy en 2012 : « *Lettre au peuple Français* ».

- Les prochaines séances auront pour objet de préciser les grands axes autour duquel ce projet pourrait être construit. Ont été rapidement évoqués :
 - l'éducation ;
 - la République ;
 - la jeunesse (si ce n'est pas inscrit dans les autres) ;
 - l'articulation à l'Europe et au monde (articuler la perspective donnée au pays et le sens de ce que nous faisons en Europe, pour permettre à nouveau une projection dans l'espace) ;
 - le rapport aux élites dont la défiance envers leur propre pays devient pour les Français un point de crispation et une neutralisation de ses propres perspectives d'avenir.
- Il y a cependant une précondition au développement de ce projet : dire aux Français pourquoi cette explication (où nous mène-t-il ?) n'a pas eue lieu jusque-là.

Et une temporalité qui s'accélère : il est nécessaire d'installer l'idée d'une candidature dans l'esprit des gens très vite, bien en amont d'une déclaration effective en fin d'année. Or l'installation de l'idée d'une candidature doit commencer à être justifiée sur le fond. Si elle paraît seulement s'appuyer sur des postures ou des jeux politiques, elle sera irréaliste pour le pays, et ne s'imposera pas.

Ce sera l'un des objectifs nécessaires du 14 juillet :

- montrer une volonté de renouer un lien avec le pays, de revenir vers les Français en leur livrant de premiers éléments de retour sur expérience du pays à la tête de l'Etat,
- et commencer à tracer les lignes d'une projection dans l'avenir.

Alors cela suppose beaucoup de paroles, beaucoup d'explications et de pédagogie mais aussi beaucoup d'écoute et de dialogue. Car il y a deux façons de faire de la politique : faire peur ou faire comprendre. Un Président est aussi un instituteur de son peuple. A condition d'inventer de nouvelles méthodes de gouvernement. Cela ne rend pas caducs au contraire les mots qui font la Gauche : République, éducation, justice, égalité, écologie, etc.

Dès lors que les Français retirent largement leur confiance aux élites, c'est vers eux qu'il faut se tourner. Finalement la souveraineté est en nous et pas contre les autres qu'il s'agisse de Bruxelles, Berlin ou Francfort.

Le thème de « l'engagement » s'y prête bien. Le défilé y sera en partie consacré.

Notre prochaine séance (7 juillet) sera consacrée à l'articulation de ce lien avec le pays, en relation avec l'idée d'engagement.